# Burundi : Le Gouvernement divisé sur l’imposition des hauts dignitaires

@rib News, 20/03/2012Selon des sources bien informÃ©es, le prÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi et ses deux vice-prÃ©sidents seraient favorables au payement de lâ€™impÃ´t professionnel sur revenus (IPR) par les hauts dignitaires de lâ€™Etat.Cependant, prÃ©cise la mÃªme source, les autres membres du Gouvernement ne sont pas favorables au payement de taxes sur leurs salaires. Ces hauts dignitaires disent avoir contractÃ© des crÃ©dits dans des banques et estiment quâ€™ils nâ€™ont pas les moyens de payer lâ€™IPR.
Ces informations semblent aussi Ãªtre confirmÃ©es par le prÃ©sident de lâ€™Olucome Gabriel Rufyiri. Lors dâ€™une Ã©missi radiodiffusÃ©e deÂ  la Radio publique africaine (Rpa), le prÃ©sident de lâ€™Olucome a fait savoir quâ€™au cours de cette sem sâ€™est entretenu avec le prÃ©sident du parti prÃ©sidentiel, JÃ©rÃ©mie Ngendakumana, qui lui a fait savoir que le payement lâ€™IPR par les hauts cadres de lâ€™Etat est difficile. Selon lui, si les dignitaires de lâ€™Etat ne paient pas des impÃ´ts, alors sont parmi les mieux payÃ©s du pays, des grÃ¨ves seront organisÃ©es pour les ramener Ã  la raison et les contraindre Ã  payer de lâ€™IPR. A lâ€™Office burundais des recettes (OBR), les prÃ©visions des collectes de plus de 517 milliards de francs burundais en 2012, sont calculÃ©es en prenant compte des impÃ´ts des dignitaires de lâ€™Etat. Si ceux-ci ne sont pas payÃ©s cette annÃ©e, ces prÃ©visions ne seront pas atteintes. [JMM]